



## Les États-Unis présentent une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour une force de sécurité à Gaza

Selon la plateforme médiatique américaine Axios, [l'administration américaine a soumis à différents membres du Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution](#) prévoyant la mise en place d'une Force internationale de sécurité (FIS) dans la bande de Gaza pour au moins deux ans, peut-être plus.

Le plan donnerait aux États-Unis et aux États partenaires des pouvoirs étendus pour administrer et sécuriser Gaza jusqu'en 2027. Les premières troupes devraient être déployées dès janvier prochain. L'ISF doit agir comme une force d'application et non comme une simple force de maintien de la paix. Elle fonctionnera sous un commandement unique, approuvé par un nouveau « Conseil de paix » que l'ex-président Trump souhaite présider.

Les missions de la force comprendraient la sécurisation des frontières de Gaza avec Israël et l'Égypte, la protection des civils et des couloirs d'aide, la formation d'une police palestinienne et la démilitarisation de la bande de Gaza – y compris le désarmement du Hamas. L'ISF pourrait également assumer des tâches supplémentaires dans le cadre d'un accord plus large sur Gaza. Plusieurs pays, dont l'Indonésie, l'Azerbaïdjan, l'Égypte et la Turquie, auraient fait part de leur volonté de participer à l'ISF. Le gouvernement israélien s'oppose toutefois au déploiement de troupes turques à Gaza, car la Turquie est proche du Hamas et offre également un refuge à plusieurs hauts dirigeants du Hamas.

L'ISF doit assurer la sécurité pendant une phase de transition au cours de laquelle Israël continuera à se retirer de Gaza et l'Autorité palestinienne mettra en œuvre des réformes. Selon le plan de paix américain, de telles réformes sont une condition préalable à la participation à long terme de l'Autorité palestinienne à l'administration de Gaza.

Le Conseil de paix fonctionnerait comme une sorte de gouvernement transitoire pour Gaza, pilotant la reconstruction, gérant les financements et supervisant un comité technocratique palestinien apolitique chargé des tâches administratives quotidiennes. Les livraisons d'aide seraient coordonnées en collaboration avec le Conseil de paix et les grandes organisations internationales. Les acteurs qui abusent de l'aide doivent être exclus. Par le passé, les États-Unis ont souligné à plusieurs reprises qu'une coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) n'était pas envisageable, car celui-ci est infiltré par le Hamas et que des collaborateurs de l'UNRWA ont également participé au massacre du 7 octobre 2023.